

## **Compte rendu de l'intervention de Paul Wolfowitz et de la séance de question-réponses du 16/2/2006**

**Intervention de Paul Wolfowitz** : Nous avons eu une très bonne discussion aujourd'hui lors de notre conseil. En fait, j'étais à la machine à café ensuite et un de nos directeurs est venu me voir. Il m'a dit que c'était la meilleure discussion du conseil à laquelle il lui avait été donné de participer depuis qu'il était à la banque mondiale. C'est énorme. Je pense également qu'un autre de nos directeurs a très bien résumé la qualité de la discussion qui a démontré l'importance d'avoir cette étape à propos de la dette de la **République du Congo**.

### **L'annulation (de la dette) n'est pas quelque chose que l'on peut donner rien que sur des promesses**

Je pense que nous avons besoin de faire une décision et que nous devons le faire rapidement. Mais en estimant la proposition, il est important de ne pas perdre de vue que nous avons une responsabilité vis-à-vis du peuple de ce pays à qui nous devons pleinement réserver les efforts de développements. Et cela pose clairement des questions sur les engagements de ce gouvernement à réduire la pauvreté. L'annulation n'est pas quelque chose que l'on peut donner rien que sur des promesses. Cela doit être obtenu sur la base d'une performance, d'une bonne gouvernance, de la transparence et la fiabilisation des finances publiques. Il faut introduire les éléments de la confiance pour être assuré qu'une fois la réduction de la dette obtenue, le pays peut et restera sur le chemin d'une réduction de la pauvreté réussie.

Je pense que nous venons de bien identifier les points à atteindre. Ils sont fondamentalement trois :

1. la mise en place d'un honnête système d'appel d'offres qui promeut la transparence et la concurrence
2. une réforme dans les pratiques commerciales de la compagnie nationale du pétrole qui les ramènent sur le niveau des meilleures pratiques internationales
3. la définition et la mise en place d'une bonne gouvernance et d'un plan anti-corruption

## **Nous avons eu parfois tendance dans le passé à prendre des promesses pour des résultats acquis: seulement 2 des 20 recommandations ont été réellement mises en place**

Nous avons eu parfois tendance dans le passé à prendre des promesses pour des résultats acquis. Ensuite nous improvisons sur l'analyse des résultats de nos propres standards de calcul de performance. Par exemple, nous avons un engagement, je pense que c'était il y a trois ans, pour l'amélioration du budget et la comptabilisation des rentrées dans le budget de l'état, seulement 2 des 20 recommandations ont été réellement mises en place. Les directeurs (de la BM) ont remontés à plusieurs reprises des inquiétudes sur l'incapacité des autorités congolaises à produire des documents aux auditeurs indépendants.

Dorénavant, ce dont je veux être sûr à partir du moment où l'on est sur une démarche de contractualisation, c'est que l'on étoffe les arguments en interne du board avant le point final. Nous devons avoir l'ensemble des standards qui seront appliqués et comment ils le seront. Ce sera maintenant le seul moyen d'obtenir le point de décision irrévocable pour l'annulation de la dette.

Je pense que la discussion d'aujourd'hui a clarifié beaucoup de choses sur les différentes inquiétudes qu'avaient les directeurs du board et je pense que nous pourrions améliorer les recommandations pour les points de décisions d'annulation de dette.

### **Questions/Réponses**

**Lesley Wroughton** : Quand pensez vous qu'une décision pourra être faite ? Quelles étapes supplémentaires devra respecter le gouvernement pour atteindre les prérequis ?

**Wolfowitz** : Je ne veux pas prédire un planning ici. Je pense que nous essayons d'avancer aussi vite que possible. Cependant à ce jour, nous sommes certains qu'il y a une certaine impulsion pour les réformes qui a débuté au Congo. Mais les gens peuvent toujours expliquer s'ils considèrent que c'est une grosse ou une ridicule impulsion. C'est un fait. Ce que nous essayons de faire est d'obtenir le point de décision ou un processus qui soutienne la réforme. Mais il doit être fait en sorte qu'à la fin du processus, quand nous arriverons éventuellement au point final de l'initiative, ce qui sera plusieurs années après le point de décision (soyons clairs sur

ce point), que nous aurons réellement des résultats. Le type de performance que nous souhaitons obtenir est d'être sûr que le bénéfice de l'annulation de la dette ira aux pauvres du Congo.

### **Souvenez-vous bien que 70% de la population du Congo vit avec moins de 1 \$ par jour**

Souvenez-vous bien que 70% de la population du Congo vit avec moins de 1 \$ par jour. Pourtant le pays touche annuellement plus de 2 milliards de \$ de rentrées financières liées au pétrole. Il faut impérativement mettre en place les bons indicateurs de performance.

**Lesley Wroughton** :

Voulez-vous dire que votre principale inquiétude est la transparence dans le secteur pétrolier ?

**Wolfowitz** : Exactement. Je veux dire que ce sont la transparence, le respect des standards dans la vente du pétrole et la bonne comptabilisation des revenus qui sont essentiels. Mais il faut également surveiller étroitement les dépenses de l'état qui posent aussi problèmes. Je vais peut-être me répéter mais nous avons vraiment un effort à porter sur la définition des standards. On constate trop souvent que nous définissons des critères mais quand il s'agit de les vérifier nous sommes dans une très mauvaise position car ils ne sont pas définis assez clairement et donnent lieu à trop de flou dans l'interprétation. Je pense qu'il y a eu plusieurs points de vue affirmés pendant le board et j'espère que nous pourrons obtenir le point de décision quand la totalité du board sera convaincu de la pertinence des critères de mesures définis pour mesurer le point final d'exécution de l'initiative.

**Jeanine Aversa** : Je voudrais savoir quelle est l'ampleur de la dette du Congo et si on passe le point de décision, quelle partie sera reprise par la Banque Mondiale ?

**Wolfowitz** : Attendez une seconde. J'ai le papier ici, mais je n'ai pas le bon en face de moi. La principale partie de la dette est en fait pour le club de Paris, ce qui veut dire que c'est un donateur bilatéral. Le pourcentage qui est détenu par la Banque Mondiale est très faible, mais nous ne sommes pas en train de définir un standard juste pour le Congo. Cela concerne tous les pays qui sont dans le processus PPTE.

L'implication de la Banque Mondiale va bien au delà du faible montant de la dette dû par le Congo à notre institution.

**Jeanine Aversa** : Aujourd'hui la discussion du Board s'est centrée précisément sur le point de décision du Congo ?

**Wolfowitz** : La discussion était tellement riche que l'on ne peut pas la réduire à cela. Le sujet est bien de raisonner sur la transparence dans le secteur pétrolier et l'assurance que les revenus du pétrole et de réduction de dette vont bien bénéficier à notre cible : les pauvres du pays. Certains directeurs étaient surtout intéressés sur la construction de nouveaux standards, d'autres sur la certitude que nous traitons tout le monde de la même manière honnête et déontologique. Pour moi traiter honnêtement ne veut pas dire que nous traitons tout le monde de la même manière. On doit toujours en revenir à la performance. Nous devons impérativement faire une distinction entre ceux qui obtiennent des résultats et ceux qui n'en obtiennent pas.

**Gabrielle Grenz (AFP)** : Avez-vous défini un planning pour Brazzaville pour appliquer les nouveaux standards ?

Le point de décision est le moment où ils peuvent être retenus pour l'annulation de la dette. Mais ce n'est que des années plus tard que l'annulation de la dette prend place quand le point de finalisation arrive avec la performance demandée. Le planning reste à définir plus précisément.

Traduction par « l'humaniste »

---

THE WORLD BANK

PAUL WOLFOWITZ

PRESIDENT, THE WORLD BANK

CONGO CALL

Thursday, February 16, 2006

[TRANSCRIPT PREPARED FROM A WEBCAST RECORDING.]

P R O C E E D I N G S

OPERATOR: [In progress] I would now like to turn the call over to Paul Wolfowitz. You may begin.

MS. Stilwell: Thanks for joining us today, everybody. President Wolfowitz will provide a brief update on discussion surrounding interim debt relief for Congo/Brazzaville. He will then take a few questions. His remarks will be on the record unless otherwise noted.

OPERATOR: Go ahead, sir.

MR. WOLFOWITZ: We had a very good Board discussion today. In fact, I was in the cafeteria afterwards and one of the Directors came up to me and said it was the best Board discussions he had heard in his time on the Board, which is considerable. I think another Director summed it up pretty well at the end, saying that the quality of the discussion demonstrated the importance of having this step, which was to discuss the way ahead on Congo debt relief.

I think we need to make a decision and we need to make it soon, but in considering the proposal, it is important to emphasize that we have an obligation to the poor people of that

country to fully address developments that raise questions about that government's commitment to poverty reduction. Relief is not something that we give just on the basis of promises. It has to be earned on the basis of performance, and the governance, transparency and accountability reinforce public confidence that once debt relief is provided, countries can and will stay on a productive and successful poverty reduction path.

I think we are basically on the right figures that have to be reached. There are basically three: the implementation of a new procurement code that promotes transparency and competition; reforms in the national oil company marketing practices that bring them in line with best international practice; and completion and implementation of a national governance and anticorruption plan.

But there was a tendency sometimes in the past to sort of take promises as a substitute for performance and then to improvise later on what the performance standards are. We had a commitment back, I guess it was three years ago for improvements in budget and revenue management, and only two of 20 recommendations have been implemented. The Directors expressed concerns

about the failure to provide certain documents to independent auditors.

So what I want to be sure we're in agreement on--and you have to flesh out the arguments within the Board before you get to agreement--that we're in agreement on the performance standards that will be applied and how they will be applied as we move from decision point, what we're deliberating now, to (?) point at some time in the future, which will provide irrevocable debt relief.

I think today's discussion was very clarifying in terms of the various concerns that Directors have, and I think we'll be able to, hopefully, come up with a much stronger consensus recommendation as a result.

MS. Stilwell: You can proceed with questions.

OPERATOR: At this time we're going to begin the question and answer session. Please press star 1 on your phone to begin asking your question. After I let you know that your line is open, please introduce yourself. Once again, to ask a question, at this time press star 1, and to remove your question, press star 2. One moment, please.

OPERATOR: Lesley Wroughton, your line is open.

QUESTIONER: Mr. Wolfowitz, Leslie Wroughton here. How soon do you think a decision will be made, and what more steps do you want the government to take to meet any of those requirements?

MR. WOLFOWITZ: I don't want to predict timeframes here, but as I think I said, we're trying to move forward here and move forward as expeditiously as possible, and I think at this point we--there is a certain momentum for reform that started in the Congo, and people can argue whether it's larger or small. It's definitely there. And what we're trying to do is get a decision here, or a process, excuse me, that sustains that reform and makes sure that at the end of the process, when we eventually reach completion point, which will be some years from the decision point--let's be clear about that--that we have got real performance, and the kind of performance that makes sure that this debt relief goes to benefit of the poor people of Congo.

Remember, 70 percent of the population of Congo are living on less than a dollar a day, even though the country has more than \$2 billion, the

oil revenues of the country are more than \$2 billion annually. That's something that I believe if we set the right performance standards and that's the goal.

QUESTIONER: Would you say that your biggest concern here is the running--is the transparency in the oil sector?

MR. WOLFOWITZ: Definitely. I mean it's the transparency and the standards with respect to marketing procedures, and also with respect to how the revenues are then accounted for - government expenditures. It's really both. It's the oil sector and it's the government expenditures.

QUESTIONER: Thank you.

MR. WOLFOWITZ: And it's less--I think it's fair to say, at least--I mean I'm anticipating where the Board comes out, but where I think we should be coming out now is not so much setting new conditions, as setting clear standards for meeting those conditions. I guess I'll repeat myself, but there's a tendency to say this is a standard that has to be met, but being very vague about how you'll judge it, and then when the time comes, people get very uncomfortable because you didn't set clear criteria in advance.

I think there were different points of view expressed on the Board, and I hope we end up with a decision where the whole Board is solidly behind the criteria that will have to be applied later on when we move toward completion point.

OPERATOR: Our next question is from Jeanine Aversa fo AP.

QUESTIONER: I wanted to find out how much debt does the Congo have, and if there were ultimately a decision to cancel Congo's debt, how much of that would be wiped out by the World Bank?

MR. WOLFOWITZ: Hold on just one second. I've got the paper here, but I don't have it right in front of me. The majority of the debt is actually Paris Club debt, which means it's a bilateral donor. The percentage that's held by the World Bank is relatively small, but we're setting a standard here not just for Congo, but standards with respect to all HIPC countries. So the implications for the World Bank go far beyond the relatively small percentage of debt that we have here.

Hold on just one second if you don't mind.

[Pause.]

MS. Stilwell: Thanks for bearing with us for these few seconds.

MR. WOLFOWITZ: I'm sorry, and I don't want to give you imprecise numbers. We'll come back at the end and give you the exact figures.

QUESTIONER: And may I follow up quickly?

MR. WOLFOWITZ: Sure.

QUESTIONER: Today's Board discussion centered precisely on what in the process of trying to come to some sort of decision on debt relief for Congo?

MR. WOLFOWITZ: I think it's partly a question of--hold on, here, I've got some of the numbers for you. The World Bank's share of the--the total outstanding debt in net present value terms comes to \$1.679 billion. 3 percent of that is IDA. One-half a percent is IMF. 55 percent is Paris Club. The Paris Club is the largest share, but it's World Bank and IMF that have to make the decision within the HIPC framework as to whether they meet decision point criteria, and we're setting the criteria in this case. In some other cases you'd find the proportions absolutely reversed.

And it was a very long and very rich discussion, so it's hard to say in a single word

what it was about. I think it was most importantly about how we assure ourselves in a situation where there are so many issues about transparency of oil revenues, that in fact the revenues that are made available through the HIPC initiative will in fact go to benefit the poor people of that country.

And I would say some of the shareholders were very concerned that we have new standards that we all agree on ahead of time, and there are others that are saying, "Well, let's make sure we're treating everybody fairly." I have to say I think treating people fairly doesn't mean treating everybody the same. It means rewarding good performance, and it means distinguishing between people who are performing well and people who aren't.

QUESTIONER: Thank you.

MS. Stilwell: Are there any more questions?

OPERATOR: We have one more question from Gabrielle Grenz of AFP. Your line is open.

QUESTIONER: Hi. I'm from Agence France Presse. I wanted to know if you have set any special timeframe for Brazzaville to apply to the new standards.

MR. WOLFOWITZ: If you're talking about the timeframe before the Board decision on what is necessary to reach decision point, I think the Board has within what we need to make our agreement. But then there's going to be a timeframe between decision point and completion point, which may be determined chronologically. It may be determined by performance.

But let me emphasize that this is a sort of complicated "inside Baseball". Decision point simply brings them to the point where they can qualify for debt relief, but then they have to meet these performance standards to get to completion point, which is when the debt relief actually takes place. And what we've been trying to do with the discussion today is to have everybody on our Board clear and in agreement as we move to decision point what the standards of performance are going to be to get to completion point. And that period of time, that's when Brazzaville has to perform.

We're not looking for more performance by Brazzaville between now and the decision point. That is something where we'll do our own deliberations, we'll come up with it.

MS.Stilwell: Okay. I think that's all we have time for today. If you have follow-up questions, please call myself or Damien.

MR. WOLFOWITZ: Thank you.  
[End of conference call.]

